

## **Communiqué : Pas de soutien à l'apartheid israélien à Paris 8 !**

Le vendredi 14 mars 2014, l'UEJF – Union des étudiants juifs de France – a tenté d'organiser à l'université Paris 8 Saint-Denis une conférence ayant pour thème « Avoir 20 ans en Israël » avec une délégation composée d'une dizaine d'étudiant-e-s israélien-ne-s appartenant à l'association What Israel. Cet événement marquait la dernière étape d'une « tournée » de la délégation israélienne dans différentes universités françaises. Installé-e-s dans le hall d'entrée de l'université, les militant-e-s de l'UEJF invitaient les étudiant-e-s à prendre « une pause café avec un Israélien », autour d'une table flanquée d'un drapeau israélien. L'initiative avait également pour but de « rétablir la vérité » suite aux événements organisés par le Collectif Palestine Paris 8 dans le cadre de la « Israeli Apartheid Week », une semaine internationale visant à dénoncer la politique israélienne à l'égard des Palestiniens.

Spontanément, nous, militant-e-s de différentes organisations (NPA, Collectif Palestine Paris 8, Solidaires étudiant-e-s, Génération Palestine, ...), accompagné-e-s de nombreux-ses étudiant-e-s sensibles à la cause palestinienne, nous sommes rassemblé-e-s face à la table de l'UEJF pour dénoncer une opération de propagande destinée à banaliser l'Etat d'Israël et à normaliser le fait colonial que représente l'occupation de la Palestine. Notre action s'inscrivait dans un cadre politique clair : celui de la campagne BDS (Boycott Désinvestissement, Sanctions contre l'Etat d'Israël), lancée en 2005 à l'appel de la société civile palestinienne.

Outre les actions appelant au boycott des produits israéliens et à des sanctions (économiques et diplomatiques) envers les entreprises participant à l'économie israélienne, cette campagne internationale entend développer des actions de protestations là où des organisations ou des personnes tentent de blanchir et banaliser les crimes de l'Etat d'Israël en parlant de « seule démocratie du Moyen-Orient », de pays où il fait bon vivre ou étudier, tout en évitant les réalités de l'oppression quotidienne des Palestiniens.

Face à cette tentative désespérée de l'UEJF de déployer leur propagande de « respectabilité » de l'Etat d'Israël et de l'idéologie sioniste (à l'origine du projet de colonisation de la Palestine), les étudiant-e-s n'ont pas été dupes et ont répondu présent-e-s, en affirmant leur soutien au peuple palestinien et en rappelant la réalité de la politique de cet Etat envers les Palestiniens. Face à l'ampleur des protestations, l'administration de l'université a préféré demander aux membres de la délégation de l'UEJF d'annuler l'événement.

Mis en échec par les étudiant-e-s de Paris 8, les membres de l'UEJF et leurs relais de propagande pro-israélienne (le CRIF, le site CoolIsraël, ...) ont alors brandi l'accusation d'antisémitisme et ont déclenché une large campagne de désinformation et de victimisation sur le net et dans les médias, en France et à l'étranger. L'UEJF, qui semble n'avoir attendu que ces « incidents » pour relancer son actualité, s'est évertuée à déployer une propagande victimaire sur fond de mensonges afin de discréditer à tout prix leurs détracteurs.

Ainsi, « les Juifs sont interdits à l'université de Paris 8 », « la France de la haine sévit à Paris 8 », peut-on lire sur internet. Toutes ces accusations visent notamment le Collectif Palestine Paris 8, qui serait un groupuscule d'agités, d'« islamo-gaoucho-fascistes », de censeurs (alors même que les organisations pro-israéliennes passent leur temps à demander l'annulation d'événements de soutien aux Palestiniens) et d'antisémites notoires. Ces mêmes accusations farfelues reviennent chaque fois qu'est organisé un événement visant à exposer clairement la politique d'apartheid, de spoliation, d'expulsion mise en place par l'Etat d'Israël envers les Palestiniens.

Contrairement aux organisations sionistes d'une part, et aux groupuscules d'extrême-droite adeptes du « complot juif » d'autre part, nous refusons l'amalgame systématiquement établi entre Juif.ve et

Israël, qui ne fait que favoriser l'antisémitisme en France en rendant les Juifs.ves du monde liés à la politique et aux crimes de guerre israéliens. A aucun moment, lors de l'action de protestation contre l'événement de l'UEJF à Paris 8, nous n'avons proféré d'insultes ou de menaces à l'égard de ses membres ou des Israélien-ne-s. Ces accusations sont hypocrites et mensongères. Nous réaffirmons avec force et fermeté que notre action ne visait en aucun cas la présence de personnes de confession juive et de personnes de citoyenneté israélienne à l'université de Paris 8.

En revanche, les procédés de l'UEJF et des relais sionistes à notre égard les jours qui ont suivi l'annulation de leur événement à Paris 8 sont bel et bien de l'ordre de la violence. Ainsi, des militant-e-s de Paris 8 en présence, filmé-e-s contre leur gré, ont vu leurs images massivement diffusées sur le net, dans les réseaux sociaux et les médias israéliens, qui n'ont pas hésité à parler de « France de la haine » et à associer ces visages à l'antisémitisme. Les communiqués publiés en chaîne sur internet sont du même ordre, mélangeant diffamations et menaces, et surfant sur la vague médiatique réactionnaire qui fait l'amalgame entre banlieue, Islam et antisémitisme.

Face aux pressions qui pèsent sur les militant-e-s et sur le Collectif Palestine Paris 8, nous appelons l'ensemble de la communauté universitaire et les forces progressistes à exprimer leur soutien et à refuser l'odieux chantage à l'antisémitisme quand il s'agit de dénoncer la politique de l'Etat d'Israël. Nous interpellons également la présidence de l'université afin qu'elle se positionne clairement sur cette affaire et qu'elle condamne les procès d'intentions et les graves accusations proférées à l'égard des étudiant-e-s concerné-e-s. Jusqu'à présent, elle n'a fait que se décharger de sa responsabilité en s'excusant platement auprès de l'UEJF et en communiquant de manière opportune et apeurée.

Encore une fois, notre action s'inscrit dans un cadre politique, celui de la campagne BDS. Cette forme de résistance populaire non-violente est tout à fait légale et légitime, et s'inscrit dans le combat universel pour la liberté, la dignité et la justice. Le 14 mars dernier, nous n'avons fait que prendre notre responsabilité : dénoncer la présence d'un groupe de personnes qui se font le relais et les défenseurs d'un Etat criminel. Et nous recommencerons partout où cela se reproduira.

**Signataires :**

Collectif Palestine Paris 8, Comité NPA Paris8, Génération Palestine, Solidaires étudiant-e-s Paris 8, Union Juive Française pour la Paix...